

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'EMPLOYEUR

Nom de l'employeur		Numéro d'employeur à la CCQ	
Numéro	Rue		Numéro de téléphone
Case postale	Ville	Province	Code postal

2. RENSEIGNEMENTS SUR VOTRE COMPTE BANCAIRE

Nom de l'institution financière			
Numéro	Rue		Case postale
Ville	Province	Code postal	

Veuillez joindre un spécimen de chèque avec la mention « Annulé ».

3. ACCORD DE DÉBIT PRÉAUTORISÉ (DPA) POUR LES ENTREPRISES

J'autorise la Commission de la construction du Québec (ci-après la CCQ) à effectuer des retraits dans le compte, dont le numéro est _____, le 15^e jour de chaque mois, afin de payer les sommes dues pour les rapports mensuels de mon entreprise.

Je renonce à recevoir un avis de la CCQ, 10 jours avant l'échéance, confirmant le montant à prélever. Dès la réception de ma demande, la CCQ communiquera avec moi pour m'aviser de la date à partir de laquelle le débit préautorisé sera effectif. Entretemps, j'utiliserais le mode de paiement habituel. Je m'engage à informer la CCQ de tout changement relatif aux renseignements divulgués dans le formulaire d'adhésion et je comprends qu'une telle modification n'annulera pas la présente entente. Je peux révoquer cet accord en donnant un préavis écrit de 30 jours à la CCQ.

Je comprends qu'il est de ma responsabilité de révoquer le présent accord si je mandate un tiers (service de paie ou firme comptable) pour payer mes rapports mensuels afin d'éviter un double prélèvement.

Je comprends également que j'ai des droits, s'il arrive qu'un débit ne soit pas conforme au présent accord. Par exemple, j'ai le droit de recevoir le remboursement de tout débit qui n'est pas dûment autorisé ou qui n'est pas conforme aux conditions du présent accord de débit préautorisé. Pour obtenir plus d'informations sur mes droits ou sur la façon de révoquer le présent accord de DPA ou pour obtenir un formulaire d'annulation, je peux communiquer avec mon institution financière ou visiter le site Web de Paiements Canada, au www.paiements.ca.

4. SIGNATURE

Vous devez fournir une preuve que vous avez l'autorisation de signer cette demande. Par exemple, dans le cas d'une personne en affaires (entreprise individuelle) ou d'une société de personnes, il pourrait s'agir d'une procuration. Dans le cas d'une société, il pourrait s'agir d'une résolution du conseil d'administration ou d'une convention unanime des actionnaires.

Signature de la personne autorisée

Date (AAAA-MM-JJ)

Veuillez retourner ce formulaire dûment rempli et signé ainsi que la preuve que vous avez l'autorisation de le signer en utilisant le formulaire **Contactez-nous**, disponible dans les services en ligne, et en y joignant le spécimen de chèque.